

## **► *La mobilisation doit être forte et unitaire ce lundi pour défendre l'avenir de l'AEFE et de son réseau***

**L**A SEMAINE qui s'achève a été marquée par la tenue du comité technique d'établissement public de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, où la direction de l'AEFE a présenté les mesures qu'elle prendra à la lumière du montant de la dotation publique prévue au budget du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Ces mesures ouvrent la porte à une modification substantielle des équilibres de l'enseignement scolaire français hors de nos frontières. Leurs conséquences, au-delà des répercussions sur le parcours professionnel individuel des acteurs de ce réseau et des fonctionnaires qui souhaiteraient y servir en détachement, mènent à une privatisation plus forte d'un nombre croissant d'établissements : dérégulation des conditions de travail et des rémunérations, arbitraire des recrutements, augmentation de la charge financière sur les parents, ralentissement des investissements. L'Agence risque très bientôt de ne plus jouer son rôle d'opérateur public et les missions de service public ne pourront plus être assurées dans certains pays.

Pour ces raisons, après consultation de nombreuses sections, le Sgen-CFDT de l'étranger a décidé d'appeler ses adhérents et sympathisants à participer à la grève qui se tiendra lundi 27 novembre, jour de réunion du conseil d'administration. Ce jour-là, une déclaration liminaire sera prononcée devant l'instance au nom des syndicats de la CFDT, de la FSU et de l'UNSA, en liaison avec l'association Français du Monde-adfe d'où est issue la nouvelle représentante de l'Assemblée des Français de l'étranger au CA de l'AEFE, pour appeler nos gouvernants à un sursaut.

Nous avons adressé un courrier à la direction de l'AEFE pour couvrir les sections et les adhérent·e·s qui prendront part à ce mouvement.

Alain Schneider